



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



PREFET DE LA VIENNE

Direction départementale des territoires
de la Vienne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Gestion extensive de prairie pour être favorable à l'avifaune »
« PC-PLAB-HE04 »
du territoire « Plateau de Bellefonds, Archigny »

Campagne 2015

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'absence totale de fertilisation (hors apport par pâturage) favorise l'augmentation de la biodiversité floristique et du coup permet la préservation de l'équilibre écologique, le maintien des habitats naturels voire la réapparition d'une prairie ou d'une pelouse à haute valeur naturelle (habitats et espèces). Elle contribue également à la préservation de la qualité de l'eau. Ces zones à forte production d'insectes sont des territoires de chasse fréquentés par l'avifaune et les chauves-souris.

La définition de périodes d'interdiction d'intervention mécanique (fauche) permet aux espèces végétales et animales (papillons, oiseaux) inféodées aux surfaces en herbe, entretenues par la fauche, d'accomplir leur cycle reproductif (fructification des plantes, cycle de reproduction, notamment sur le site pour le Courlis cendré) dans un objectif de maintien de la biodiversité et de zones refuges pour les insectes, qui constituent des sources d'alimentation, notamment pour l'avifaune et les chauves-souris.

Cet engagement participe également à l'objectif général de maintien des prairies.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 298,93 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du montant plafond par exploitation et par année fixé au niveau régional par chaque financeur national.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, vous devez réaliser un diagnostic individuel d'exploitation/parcellaire avant le dépôt de votre demande d'engagement.

Contactez l'opérateur, la Chambre d'agriculture de la Vienne (05.49.44.74.07), ou la LPO Vienne (06.89.05.64.48).

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Les prairies permanentes ou temporaires normalement productives de votre exploitation, quel que soit leur mode d'utilisation (fauche, pâturage ou utilisation mixte) identifiées lors du diagnostic sont éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Chaque dossier individuel aura fait l'objet d'un diagnostic parcellaire environnemental qui évalue l'intérêt écologique de(s) parcelle(s) concernée(s) en fonction des impératifs biologiques des espèces et des habitats, du point de vue de la continuité écologique et du point de vue du paysage.

S'il est nécessaire de hiérarchiser les dossiers, les exploitations qui ont des parcelles incluses dans le périmètre de la ZPS seront prioritaires.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « PC-PLAB-HE04 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
La fauche est autorisée à partir du 1 ^{er} juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale de pâturage fixée au 1 ^{er} juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction du retournement des surfaces engagées	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitif	Principale	Totale

Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements y compris pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
----------------------------------	--------------------------	--	---	---	--------

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

Enregistrement pour chacune des interventions sur des éléments engagés :

Le cahier d'enregistrement des interventions devra porter à minima, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'îlot et de parcelle, tels que référencés sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- type d'intervention ;
- dates ;
- matériels utilisés.

L'absence de fertilisation est considérée comme une intervention. Elle devra être enregistrée annuellement.

Rappel du cahier des charges

- Absence totale de fertilisation azotée minérale et organique (hors apport par pâturage) ;
- Fauche autorisée à partir du 1^{er} juillet ;
- Le déprimage (pâturage avant la montée en fleurs des graminées) est interdit, le pâturage des regains est autorisé ;
- Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...) ;
- Interdiction de retournement des prairies engagées, un travail superficiel du sol est autorisé pour le renouvellement de la prairie 1 fois pendant la durée du contrat ;
- Fauche ou broyage des refus obligatoire ;
- Absence de traitement phytosanitaire, à l'exception des traitements localisés visant :
 - à lutter contre les chardons et rumex,
 - à lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées » ;

- à nettoyer les clôtures ;
- Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé.

Recommandations

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable de vos pratiques sur la biodiversité. Les préconisations ne sont pas des éléments opposables et contrôlables mais restent des conseils d'usage et de bonnes pratiques :

- Pratiquez une fauche centrifuge
- Ne réalisez pas la fauche du couvert de nuit ;
- Respectez une hauteur minimale de fauche de 20 cm compatible avec la protection des espèces d'intérêt reconnu sur le territoire ;
- Respectez une vitesse maximale de fauche de 10 km/h, permettant la fuite de la petite faune présente sur la parcelle ;
- L'utilisation en élevage d'antiparasitaire à base d'ivermectine (ou de tout autre produit dont la substance active révélerait une rémanence dans les déjections animales) s'avère hautement toxique pour la faune coprophage et, de ce fait, altère la vitesse de dégradation du fumier et des bouses dans les pâtures. Ces insectes coprophages sont un maillon essentiel dans la chaîne alimentaire pour de nombreux vertébrés et notamment certaines espèces de chauves-souris. Il existe des molécules de substitution telle que la moxydectine ayant un très large spectre et dont l'impact est moindre sur l'environnement tout en conservant les troupeaux dans un bon état sanitaire. L'utilisation de ce type de molécules sera fortement recommandée sur les troupeaux fréquentant les parcelles éligibles.